



Envoyé en préfecture le 12/06/2026

Reçu en préfecture le 12/06/2026

Publié le 12.06.2026

ID : 045-254500226-20260608-61_1_2026-DE



**Syndicat Intercommunal de Collecte et de Traitement des
Ordures Ménagères de la Région de Châteauneuf sur Loire**
Z.I. Saint Barthélémy - BP 97
45110 – Châteauneuf-sur-Loire

N° 61-1/2026
Erreur matérielle

Extrait du registre des délibérations du comité syndical du 8 juin 2026

Le lundi 8 juin deux-mille-vingt-six à dix-neuf heures, le comité syndical du SICTOM de la région de Châteauneuf-sur-Loire s'est réuni à la salle des fêtes 66 rue des Maux Petits à Saint Martin d'Abbat, suite à la convocation adressée par Monsieur KUTZNER Philippe en date du deux juin deux-mille-vingt-six.

Étaient présents les délégués syndicaux suivants :

Communauté de communes Canaux et Forêts en Gâtinais : Mesdames et Messieurs POINTEAU, MEYNARD, DESNOUES, VASSEUR, BOUCAUT, FLORES, PICARD, LETORT, KUTZNER, GAMARD, DELOUCHE, FOUSSARD, KOLODZIEJCZAK, HOURDEQUIN, LAVEAU, LEMIUS, DESLAIS, REDJDAL, TOUSSAINT, CUNIN, ROCHE, CHATELET, BATTEUX, BURGEVIN.

Communauté de communes des Loges : Mesdames et Messieurs BONDUEL, COLIN, SIFFELET, LEBOEUF, COURVOISIER, MISSERI, MONNOT, VINCENT, DAMILAVILLE, VEBER, TERRIER, COLMET DAAGE, CEVOST.

Communauté de communes Val de Sully : Mesdames et Messieurs CUVECLE, GIBOUIN, ADAM, LOREAL, HENRY, THIERRY, THUILLIER, ROMAGNY, ARNOULT, MARTIN, DELAHAIE, LAZARO, MARCHAND, ODRY, LEMAIRE, DAIMAY, GIRARD, CHEVALIER, BILLOTEY, BODART.

Était excusées la déléguée suivante : Madame COLLIN de la communauté de communes Canaux et Forêts en Gâtinais.

Etaient excusées les déléguées suivantes : Mesdames : GODEL et DE CHAILLE de la communauté de communes des Loges

Etaient excusés les délégués suivants : Mesdames et Monsieur : PAILLET, MATTON KNOPP, et MEYNARDIER de la communauté de communes Val de Sully.

Monsieur BOUCHER Brice de la communauté de communes des Loges a donné pouvoir à monsieur COLIN Renaud de la communauté de communes des Loges.

Monsieur Daimay Dominique a été désigné en qualité de secrétaire par le comité syndical.

Nombre de délégués :

En exercice : 64

Présents : 57

Votants : 58



DESIGNATION D'UN DELEGUE TITULAIRE ET D'UN DELEGUE SUPPLEANT AU GIP RECIA

Le Groupement d'Intérêt Public RECIA (Région Centre Interactive) associe l'Etat, la Région, les Départements du Cher, de l'Indre-et-Loire et de l'Eure-et-Loir, les Universités d'Orléans et de Tours, l'INSA Val de Loire, une centaine de Communes et d'EPCI, et différentes structures qui portent des missions de service public.

Toutes ces entités se regroupent pour mener ensemble des actions et mutualiser des moyens dans le domaine du numérique.

Le GIP est au service des territoires notamment en proposant des services de e-administration aux Communes et aux EPCI.

Par l'intermédiaire de cette plate-forme, il est possible depuis un accès unique de :

- viser ou signer électroniquement des documents numériques présentés dans un i-parapheur ;
- télétransmettre des documents à la Préfecture (délibérations, arrêtés réglementaires et individuels, documents budgétaires) ;
- télétransmettre au comptable public dans un flux signé électroniquement les pièces comptables (bordereaux, titres, mandats) et les pièces justificatives (factures, payes, délibérations, pièces de passation et d'exécution de marchés publics) ;
- envoyer des convocations aux élus en mettant tous les documents de séance à leur disposition.

Les conditions d'adhésion du SICTOM au GIP RECIA comprennent le versement d'une contribution statutaire annuelle de 840 € pour l'offre de base. L'intervention du Délégué à la Protection des Données fait l'objet d'une cotisation complémentaire basée sur le nombre de jours d'intervention, à savoir 1000 € la première année (deux journées d'intervention) puis 750 € les années suivantes (une journée et demie par année

Désignation d'un délégué titulaire et d'un délégué suppléant.

Considérant les candidatures de :

Titulaire :

- Monsieur LAVEAU Christophe

Suppléant :

- Monsieur MARTINON Pierre

Il est procédé aux votes puis à la proclamation des résultats.

Entendu le rapport présenté par Monsieur KUTZNER Philippe, Président du SICTOM,
Le Comité syndical, après en avoir délibéré,
A l'unanimité par 58 voix Pour,

- **DESIGNE** Monsieur LAVEAU Christophe en qualité de titulaire et Monsieur MARTINON Pierre en qualité de suppléant, au GIP RECIA.



Envoyé en préfecture le 12/06/2026
Reçu en préfecture le 12/06/2026
Publié le 12.06.2026
ID : 045-254500226-20260608-61_1_2026-DE

Fait et délibéré en séance le 8 juin 2026.

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

Philippe KUTZNER

Indications des voies et délais de recours :

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet :

- d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois à compter de sa publication et/ou son affichage.
- d'un recours gracieux et/ ou demande préalable auprès du syndicat.

Votre recours gracieux et/ ou demande préalable donnera donc lieu à un examen par nos services :

- votre interlocuteur sera Monsieur NOUVEL Benjamin, Directeur général des services.
- si votre demande donne lieu à une décision explicite de rejet avant l'expiration d'un délai de deux mois, vous disposerez d'un délai de deux mois pour exercer un recours pour excès de pouvoir contre ladite décision à compter de sa notification devant le Tribunal Administratif.
- si votre demande ne donne pas lieu à une réponse, une décision implicite de rejet en résultera au terme d'un délai de deux mois. A l'expiration de ce délai, vous disposerez alors d'un nouveau délai de deux mois pour exercer un recours pour excès de pouvoir contre ladite décision devant le Tribunal administratif.

Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du code de justice administrative, sauf les requérants qui usent de la faculté prévue par les lois spéciales de déposer leurs requêtes auprès des services du représentant de l'Etat ou de son délégué dans les arrondissements, les subdivisions ou les circonscriptions administratives, les personnes qui demeurent en Guadeloupe, Guyane, à la Martinique, à la Réunion, à Saint Barthélemy, à Saint-Martin, à Mayotte, à Saint-Pierre-et-Miquelon, en Polynésie française, dans les Iles Wallis-et-Futuna, en Nouvelle Calédonie et dans les Terres australes et antarctiques françaises et les personnes qui demeurent à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal administratif.

Coordonnées :

Tribunal administratif d'Orléans
28, rue de la Bretonnerie
45057 Orléans Cedex 1
Téléphone : 02 38 77 59 00
Courriel : greffe.ta-orleans@juradm.fr

Acte rendu exécutoire après envoi en Préfecture le : 12 juin 2026 Et publication le : 12 juin 2026